

ENTREPRENEURS

Commissaires aux comptes

Experts-comptables

**CENTRE SOCIAL RURAL
INTERCOMMUNAL FRANCOIS MAILLARD**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023

CSR FRANCOIS MAILLARD

4, Rue des écoles
60850 COUDRAY ST GERMER

5 rue du Printemps – 75017 PARIS – Tél 01 45 02 70 20

S.A.R.L. au Capital de 19 025,64 euros inscrite au tableau de l'Ordre de Paris - Ile de France
et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Paris
RCS Paris B 410 572 10 – TVA FR 33410572101 – SIRET 41057210100047

ENTREPRENEURS

Commissaires aux comptes
Experts-comptables

CENTRE SOCIAL RURAL INTERCOMMUNAL FRANCOIS MAILLARD

Association Loi 1901
4, Rue des écoles
60850 COUDRAY ST GERMER

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'Association du Centre Social Rural Intercommunal François Maillard,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Centre Social Rural Intercommunal François Maillard relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

5 rue du Printemps – 75017 PARIS – Tél 01 45 02 70 20

S.A.R.L. au Capital de 19 025,64 euros inscrite au tableau de l'Ordre de Paris - Ile de France
et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Paris
RCS Paris B 410 572 10 – TVA FR 33410572101 – SIRET 41057210100047

ENTREPRENEURS
Commissaires aux comptes
Experts-comptables

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Autres éléments » des Règles et méthodes comptables de l'annexe des comptes annuels, relative à l'activité transport collectif ainsi qu'au versement du Bonus Territoire CAF.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

En application de la loi, nous vous signalons que notre rapport n'est pas daté dans le délai légal en raison de la communication tardive de documents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

ENTREPRENEURS

Commissaires aux comptes
Experts-comptables

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

CSR FRANCOIS MAILLARD

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023

ENTREPRENEURS

Commissaires aux comptes
Experts-comptables

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 10 juin 2024

Le commissaire aux comptes

Mansour DIAL

CSR FRANCOIS MAILLARD

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023



COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

ASS CENTRE SOCIAL FRANCOIS MAILLARD

4 Rue des ecoles

60850 LE COUDRAY-SAINT-GERMER

Tél. 03 44 81 83 00

APE : 8810A-

Siret : 42509642700017

FCN ACES

Société d'Expertise Comptable et de Commissariats aux Comptes
inscrite au tableau de l'ordre d'Amiens

8 Rue Léonard De Vinci
60000 Beauvais

Tel : 0344124444

Fax : 0344124445

Courriel : beauvais@aces-sobesky.fr

Web : www.fcn.fr

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Comptes annuels

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	6 566	456	6 110	
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	5 350	5 350		
Immobilisations corporelles				
<i>Terrains</i>	7 392	680	6 712	
<i>Constructions</i>		37	-37	
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	3 216	1 181	2 034	1 574
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	125 022	67 626	57 396	69 585
Immobilisations financières				
<i>Autres titres immobilisés</i>	324		324	312
Total I	147 870	75 330	72 540	71 471
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	78 221		78 221	83 968
<i>Autres créances</i>	89 377		89 377	97 810
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	514 161		514 161	496 691
<i>Charges constatés d'avance</i>	2 223		2 223	6 648
Total II	683 982		683 982	685 116
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	831 852	75 330	756 523	756 587
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	80 921	80 921
<i>Réserves des activités sociales et médico-sociales</i>	60 000	60 000
Report à nouveau	373 934	284 473
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	-29 054	89 460
Situation nette (sous-total)	485 800	514 855
Subventions d'investissement	20 282	20 657
Total I	506 082	535 511
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	31 922	26 314
Total III	31 922	26 314
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	59 868	36 451
Dettes fiscales et sociales	137 256	113 042
Autres dettes	6 767	7 693
Produits constatés d'avance	14 628	37 576
Total IV	218 519	194 761
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	756 523	756 587
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	218 519	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 820	3 580
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de biens</i>	18 023	17 088
<i>Ventes de prestations de services</i>	206 270	180 070
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	664 367	658 027
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	20 523	14 767
Autres produits	1	1 001
Total I	911 003	874 532
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	16 949	17 225
Autres achats et charges externes	220 259	209 635
Impôts, taxes et versements assimilés	25 118	16 463
Salaires et traitements	521 931	440 246
Charges sociales	126 287	114 660
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	24 025	28 908
Dotations aux provisions	5 607	
Autres charges	1 964	208
Total II	942 140	827 345
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-31 137	47 188
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	5 446	2 081
Total III	5 446	2 081
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		8
Total IV		8
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	5 446	2 072

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-25 690	49 260
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 961	9 783
Sur opérations en capital		38 128
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 505	15 747
Total V	10 466	63 659
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	13 088	1 048
Sur opérations en capital		22 174
Total VI	13 088	23 221
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-2 622	40 437
Impôts sur les bénéfices (VIII)	742	237
Total des produits (I+III+V)	926 915	940 272
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	955 970	850 812
EXCEDENT OU DEFICIT	-29 054	89 460

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	163 686	149 989
Total	163 686	149 989
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens	163 686	149 989
Total	163 686	149 989

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CENTRE SOCIAL FRANCOIS MAILLARD

Objet social :

Promouvoir, créer, gérer des services sociaux et notamment l'accueil des enfants, des actions de prévention, l'insertion sociale et professionnelle.

Remplir une fonction d'animation globale, de coordination et de développement social local.

Animer un équipement à vocation sociale globale ouvert à tous.

Promouvoir la participation des habitants dans la prise en charge de leur projet.

Nature des activités ou missions sociales réalisées et moyens mis en oeuvre :

Développement social local et animation globale

Secteur enfance accueils collectifs de mineurs, des séjours collectifs, des ateliers, des animations dans les écoles et au collège

Secteur familles avec des actions collectives, des actions de préventions, des actions autour de la parentalité, des sorties, des ateliers...

Secteurs seniors avec des visites de convivialité, des ateliers, des sorties, des actions de prévention...

Secteur jeunesse : actions et animations citoyennes...

En transversal :

Accès aux droits et à la culture : Maisons France service, antenne postale, accompagnement numérique intra et extra muros, bibliothèque de prêt

Mobilité : transport solidaire, transports collectifs

Lutte contre l'exclusion actions de préventions, insertion, permanences

Santé : permanences sage-femme, pmi, points écoute au collège et au CSR

Moyens mis en oeuvre:

Moyens humains : une Gouvernance engagée, des bénévoles pour les activités qui reposent largement sur leur implication et du personnel qualifié formé et compétent pour accueillir, écouter, accompagner et mettre en application le projet social à travers les activités menées.

Moyens matériels : le Centre Socioculturel dispose de locaux et de tout le matériel nécessaire pour ses activités et son fonctionnement.

Moyens financiers : le Centre Socioculturel peut compter sur les partenaires institutionnels et les collectivités locales.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 756 523 euros

et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 29 054 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément à la réglementation en vigueur :

- du règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité.
- du règlement n° 2018-06 de l'ANC du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Terrains et aménagements : 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Autres éléments

Les Faits marquants:

Résultat négatif de 29 054€

Hausse de la masse salariale de 16%

Suppression d'une partie de la subvention conseiller numérique en 2023 sur 4 mois (6666€)

Hausse record des charges d'électricité +43%

Le déficit de l'action transport collectif recurrent.

A noter qu'à compter du 1er janvier 2023, le bonus territoire CAF est versé au CSR et non plus aux collectivités territoriales. Rappelons que le Bonus Territoire est une aide complémentaire à la prestation de service CAF versée aux structures soutenues financièrement par une Collectivité locale, engagée auprès de la CAF dans un projet deterritoire au service des familles.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 350	6 566		11 916
Immobilisations incorporelles	5 350	6 566		11 916
- Terrains		7 392		7 392
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 505	711		3 216
- Installations générales, agencements aménagements divers	6 604	674		7 278
- Matériel de transport	62 746			62 746
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	41 254	8 111		49 365
- Emballages récupérables et divers	4 005	1 628		5 633
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	117 113	18 516		135 630
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	312			324
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	312			324
ACTIF IMMOBILISE	122 775	25 083		147 870

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 350	456		5 806
Immobilisations incorporelles	5 350	456		5 806
- Terrains		680		680
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				37
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	931	3 041		1 181
- Installations générales, agencements aménagements divers	10 080	800		13 662
- Matériel de transport	9 063	12 549		21 612
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	22 050	6 155		28 205
- Emballages récupérables et divers	3 831	344		4 147
Immobilisations corporelles	45 955	23 569		69 524
ACTIF IMMOBILISE	51 304	24 025		75 330

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 169 821 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	78 221	78 221	
Autres	89 377	89 377	
Charges constatées d'avance	2 223	2 223	
Total	169 821	169 821	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
SUBV. D EXPLOITATION à RECEVOIR	89 367
DIVERS - PRODUITS A RECEVOIR	10
Total	89 377

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	80 921				80 921
Réserves des activités sociales	60 000				60 000
RAN hors activités sociales	284 473		89 460		373 934
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	89 460	-89 460		29 054	-29 054
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	514 855	-89 460	89 460	29 054	485 800
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	20 657			375	20 282
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	535 511	-89 460	89 460	29 429	506 082

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	26 314	5 607			31 922
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	26 314	5 607			31 922
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		5 607			
Financières					
Exceptionnelles					

Hypothèse d'évaluation de la provision Indemnité Départ à la Retraite:

* Convention collective applicable:CCN ELISFA

* Taux d'actualisation: 3,2 %

La provision comptabilisée dans les comptes au décembre 2023 est de 31 922 euros.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 218 519 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	59 868	59 868		
Dettes fiscales et sociales	137 256	137 256		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	6 767	6 767		
Produits constatés d'avance	14 628	14 628		
Total	218 519	218 519		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FRES NON PARVENUES	16 248
DETTES PROVIS. PR CONGES A PAYER	37 708
PERSONNEL - CHARGES A PAYER CET	37 470
Charges sociales s/congés à payer	9 427
CHARGES SOCIALES S/CP A PAYER	9 368
Total	110 222

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	2 223		
Total	2 223		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	14 628		
Total	14 628		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 838 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						256 594
Subventions d'exploitation						407 772
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						8 505
						672 871

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	180	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		28
Subventions d'investissement virées au résultat		8 505
TOTAL	180	8 532